

TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies



*Religion et religieux dans les élections
législatives au Sénégal*



**LETTRE DE L'OBSERVATOIRE NUMERO 3
DU 27 JUILLET 2017**

Religion et religieux dans les élections législatives au Sénégal

Au Sénégal, les sphères du religieux et du politique ont toujours interagi, de la collaboration à l'affrontement en passant par la méfiance mutuelle et ce, depuis la période coloniale.

De tous temps, les entrepreneurs politiques ont cherché à s'appuyer sur le crédit symbolique des religieux lors des compétitions électorales. Cela a même été le cas bien avant l'indépendance lors des joutes électorales où Lamine Guèye s'opposait à Senghor. De ce fait, les politiques ont toujours dû tenir compte de l'influence de la « classe » religieuse pour élargir leur base électorale.

Ainsi, religion et politique ont pu tisser des liens indéfectibles et complexes dans le cadre d'un « contrat social sénégalais » avec des relations apaisées malgré l'impossibilité constitutionnelle de créer des formations politiques. De même, il y a eu des paradoxes rassurants comme celui d'un président Senghor, candidat de confession chrétienne constamment soutenu par les plus importants dignitaires musulmans dans un pays majoritairement musulman contre les musulmans Lamine Guèye puis Abdoulaye Wade. Pour dire que le facteur religieux est difficile à cerner dans ces rapports entre leaders politiques et chefs confrériques comme l'explique si bien Abdou Aziz Mbacké Majalis.

À part le fameux et explicite Ndigël - consigne - lors des élections présidentielles de 1988 en faveur d'Abdou Diouf, le fait s'est rarement reproduit, émanant des khalifes des confréries malgré les consignes données librement par des marabouts « fils et petits-fils », au gré de leurs alliances ou soutien pour des candidats à des postes électifs. L'on a pu théoriser des « Ndigël » implicites ou « sous-entendus » ça-et-là mais qui n'ont jamais pu avoir l'ampleur escomptée malgré les accointances entre marabouts et politiciens pour diverses raisons.

S'agit-il, alors, d'une nouvelle conscience citoyenne avec l'avènement d'un type de talibé (adepte) plus libre et autonome dans ses choix électoraux clairement dissociés de ses convictions religieuses ou d'une maturité démocratique qui a eu comme effet de conduire à des choix rationnels en dehors des influences du religieux ?

La question reste en suspens et nécessiterait une longue étude que ne peut supporter le cadre de cette réflexion qui se voudra synthétique à la veille des élections les plus incertaines et disputées de l'histoire politiques du Sénégal.

Les alternances politiques de 2000 et de 2012 avec, respectivement, les défaites d'Abdou Diouf (PS) et d'Abdoulaye Wade (PDS), pourtant largement soutenus par les chefs religieux, ont poussé certains à une théorie de la « fin du Ndigël politique » bien que des précautions méthodologiques doivent être prises pour ne pas verser dans des conclusions hâtives.

La société sénégalaise, ayant tellement évolué dans sa perception du rapport entre politique et religion surtout avec la profonde mutation de la scène médiatique, il s'impose un renouvellement des paradigmes et une étude sérieuse prenant en compte tous ces paramètres que l'on ne pourra pas expliciter dans ce numéro.

Avec le désœuvrement politique consécutif à la perte de vitesse des formations partisans classiques et la victoire sans appel des coalitions, il s'est produit une absence de lisibilité de la scène politique sénégalaise avec la disparition des courants idéologiques.

Lors des élections législatives de 2012, force était de constater l'entrée progressive de figures religieuses dans le jeu politique électoral avec un engagement ne se limitant plus à de simples consignes de vote. Ils deviennent de véritables acteurs avec leurs propres modes d'expression et de communication. Un prédicateur religieux célèbre du nom de Oustaz Alioune Sall avait soulevé le slogan en wolof « *moss leen daara ji* » (Expérimentez ceux qui sortent des daara), reflétant la faille profonde qui sépare l'élite politique francophone à la tête du pays depuis l'indépendance et l'autre issue des écoles coraniques et arabes qui l'accuse d'être à l'origine de toutes les « faillites consécutives ». Voilà donc que la classe politique issue de l'école « française laïque » est contestée par une élite dite « arabisante », - parfois de manière simpliste - longtemps frustrée et dont la marginalisation, de fait, a été construite sur la non maîtrise d'une « langue officielle importée ».

C'est par la suite que l'on a vu émerger toutes sortes de débats sur la nécessaire « refondation » de la République et de ses institutions. Abdou Aziz Mbacké Majalis, un jeune chef religieux mouride développant des thèses assez réformatrices parlait même de « République sénégalaise » en lieu et place de la « République du Sénégal ». Tout est dans cette belle nuance !

Dans son sillage, des figures intellectuelles actives dans la société civile comme Cheikh Guèye, entre autres, ont pu accompagner l'idée d'une « refondation » pendant qu'un plaidoyer est mené pour que le système éducatif puisse refléter la diversité des offres et des demandes.

En tout cas, c'est l'élite intellectuelle même du pays qui initia, à sa suite toute la réflexion sur l'inadéquation entre l'héritage culturel et religieux du pays et la forme « importée » de ses institutions. Cet arrière-plan semblait nécessaire pour mieux

comprendre une telle dynamique qui se confirme avec la campagne des élections législatives du 30 Juillet 2017 prochain.

Certes, il n'est pas aisé d'étudier les phénomènes en cours et n'ayant pas encore livré tous leurs secrets, mais il s'agira, ici, d'un pari consciemment risqué, de voir comment cette nouvelle dynamique dans la sphère politique vient soulever des enjeux cruciaux concernant les rapports entre politique et religion au Sénégal.

Cette réflexion préliminaire, sert, à titre de vulgarisation, à s'interroger sur la manière dont l'opinion publique perçoit cette dichotomie entre la figure de l'homme politique et celle du guide religieux. Il s'agit aussi de voir dans quelle mesure, à l'issue des échéances électorales présentes, cette tendance vers une implication plus prononcée des figures religieuses dans les compétitions électorales, pourrait être ressentie dans la prochaine législature et ses débats sur les questions institutionnelles et de société.

Si l'on tente de passer en revue les diverses formes d'implication du religieux dans la présente campagne des législatives on pourrait dégager quelques pistes de réflexion à travers les axes suivants

I. Chef religieux et partis politiques : une relation complexe et en mutation

En vertu de l'Article 4 de la Constitution sénégalaise, le Parti de l'Unité et du Rassemblement (PUR) sous l'égide « morale » de Serigne Moustapha Sy, ainsi que le Parti de la Vérité pour le Développement (PVD) dirigé par Serigne Modou Kara Mback, se défendent d'être des partis qui s'identifient directement à l'Islam. Néanmoins, on peut noter une prise de distance de ces chefs religieux par rapport au fonctionnement quotidien des partis en mettant en avant des figures issues du cercle de leurs disciples. Néanmoins nous pouvons constater que ces partis sont à l'origine imprégnés par la religion tant dans leur discours que dans leur mode de fonctionnement sur lequel se reflète forcément le rapport de domination « incorporé » entre disciples et marabouts.



Le PUR en meeting à Dakar

Ces partis, bien qu'issus de confréries différentes, mettent tous deux l'accent sur la nécessité de promouvoir et d'imposer enfin une véritable éthique dans la sphère politique : une demande citoyenne ainsi captée par de nouveaux acteurs politiques ayant intégré la force du religieux dans une société « religieusement » laïque et « à sa manière ».

Pour ce faire, ils entendent afficher une ligne de conduite fondée sur la « Vérité », maître-mot qui revient souvent au moment où le discours politique, de manière générale, pêche par son manque notoire de crédibilité. En effet, ces guides religieux derrière la création de ces partis possèdent, ne serait-ce que dans les perceptions dominantes, la légitimité pour prêcher cette « parole vraie » ou du moins religieusement crédible. En tant que chefs charismatiques, ils déclarent combattre la corruption et l'injustice. C'est sur ce point qu'il serait intéressant d'anticiper sur la question de savoir comment ces nouvelles tendances du champ politique sénégalais vont se comporter à l'épreuve de l'exercice total ou partiel du pouvoir ou encore dans l'hémicycle où elles feront certainement leur entrée ou retour.

En déclarant lutter contre les dérives d'un système –dont ils font partie– pour la transparence et la justice sociale, ils se positionnent ainsi, dans le discours, en opposition frontale aux politiciens classiques dont le penchant pour la « Vérité » n'est pas la caractéristique première aux yeux de l'opinion publique sénégalaise. Ces nouveaux leaders arrivent ainsi à jouer sur les perceptions à dominante négative que les populations développent à propos de la classe politique pour mieux se positionner en alternatives.

En proposant un programme politique pour le destin du Sénégal à l'instar des partis classiques et des coalitions indépendantes, il est intéressant de constater à quel point ces chefs sortent progressivement de leur fonction de guide religieux en entrant dans le jeu politique. Ceci peut n'être que le fruit d'une apparence car ils déclarent nier les frontières que l'on a voulu mettre entre les deux sphères auxquelles ils disent appartenir à la fois.

Mieux dans leur conception de la chose politique, ils disent être dans leur véritable rôle, ne considérant pas qu'il y ait séparation entre le politique et le religieux dans le champ islamique comme l'a redit, contre l'avis de nombreux islamologues, Cheikh Abdoul Ahad Gaindé Fatma, tête de liste de Bennoo Bokk Yaakar à Touba dans une récente interview.

A y regarder de près, le fonctionnement même de ces partis est marqué par une influence de la dimension religieuse aussi bien dans le discours que la scénarisation des rencontres et mobilisations politiques. Rien n'est laissé au hasard : les codes couleurs, (le vert de l'islam et le jaune poussin qui rappelle celui du Hezbollah) comme la convocation des imaginaires religieux.

Se basant sur une implantation locale de longue date, le PUR, par exemple, va au contact de la population à travers des visites de proximité. Par ailleurs, la majorité des partisans sont des disciples de Serigne Moustapha SY ou proches de la Tijaniyya. Cependant, les responsables du parti excluent toute caractéristique religieuse contraignante brandissant même l'argument de compter des chrétiens dans leurs rangs en plus de l'effacement volontaire du guide charismatique lors de la campagne, tel un « imam caché dans l'eschatologie duodécimaine !

Le PVD a, lui, clairement affiché son affiliation au mouridisme tirant même les paroles de son hymne des écrits de Cheikh Ahmadou Bamba, dont l'effigie est constamment brandie, tout en laissant la direction de ses meetings et les grandes déclarations à la presse à son chef religieux Serigne Modou Kara Mbacké ou ses principaux lieutenants.

Certains nouveaux leaders politiques ont, aussi, eu un passé d'engagement dans des mouvements religieux comme Ousmane Sonko qui est un ancien membre actif de l'Association des Etudiants et Elèves musulmans du Sénégal (AEEMS) active sur les campus universitaires de Dakar et de Saint-Louis. Néanmoins, rien dans leur discours officiel ne laisse transparaître une quelconque orientation religieuse. Au contraire, les thèmes défendus sont courants comme le souhait d'une gouvernance plus éthique ou le remplacement des politiciens, toujours dans la stratégie de captation des aspirations et des demandes sociales. Par ailleurs, beaucoup d'acteurs proches des mouvements réformistes non confrériques appellent sur les réseaux sociaux à voter pour la liste dirigée par Ousmane Sonko qui, à leurs yeux, représente une alternative « crédible » de par ses « qualités morales et religieuses ». Mame Cheikh Mbacké, président de l'AIS, une organisation déclarant défendre le patrimoine religieux du Sénégal et menant une lutte contre la pénétration des idéologies salafistes a de même posé comme condition de soutien à une quelconque coalition, un engagement explicite à faire avancer les « causes islamiques » : Daaras, enseignement « arabo-islamique », et meilleure intégration des arabisants par l'Etat.

De même, bien que peu revendiqué, un autre ancien militant de l'AEEMS proche des milieux réformistes comme le « Rassemblement islamique du Sénégal » (RIS-Al Wahda, de tendance frériste), Mansour Ndiaye du parti « Dooley Yaakar » (la force de l'espoir) s'est lancé dans cette compétition électorale dans le cadre d'une coalition. Ses probables liens avec des mouvances islamiques du Maghreb dont celle de Rached

Ghannouchi à la tête d'Ennahda en Tunisie, peut induire plusieurs questionnements sur l'orientation idéologique que prendra son parti ou les positions qui seraient défendues par son groupe s'il accédait à l'Hémicycle.

Ou bien pourrait-on s'attendre à une nouvelle recombinaison de l'espace politique si l'on sait que même les partis se déclarant laïcs font appel de manière utilitariste à des formations religieuses pour la construction d'alliances... de circonstances ?

II- Relations entre les grandes coalitions et les guides religieux : une perpétuelle négociation du sens et des symboles

Au fil de son mandat, le Président Macky SALL s'est efforcé d'entretenir des relations étroites et cordiales avec les différents chefs religieux du pays. Dans le cadre de la politique de décentralisation menée par le gouvernement, le Président a réitéré sa volonté de moderniser les cités religieuses en termes d'infrastructures d'accueil d'accès, et de santé.

C'est dans ce même cadre qu'il faut situer le don de 5 milliards à l'Eglise pour Popenguine accueillant le pèlerinage marial et les diocèses. Le programme de modernisation des cités religieuses figure en bonne place sur les affiches et dans l'énumération des éléments de bilan de la liste proche du parti au pouvoir, Bennoo Bokk Yaakar. En fait, dans le cadre de la prévention de l'extrémisme eu égard à l'environnement sécuritaire sous-régional, l'Etat sénégalais a souhaité impliquer les foyers religieux confrériques dans le travail de sensibilisation de la jeunesse, notamment.

En effet, lors d'une visite à Thienaba le président sénégalais avait mis en garde son auditoire quant à la nécessité de préserver la stabilité religieuse si précieuse pour garantir la paix et lutter contre la menace sur le territoire sénégalais : *« ces tentatives d'embrigadement de la jeunesse appellent de notre part une vigilance afin de la protéger et de l'orienter dans nos vraies valeurs religieuses et traditionnelles »*

Il n'a pas manqué de souligner le rôle fondamental des chefs religieux pour mener ce combat en affirmant *« Nos chefs religieux sont nos boucliers contre les dangers de notre époque »*.



Si la relation entre le président et les chefs religieux est fondamentale au regard des enjeux cruciaux qui lui incombent, elle n'en est pas moins désintéressée, selon ses partisans malgré les réserves de son opposition. En effet, ce travail de terrain vise à garantir un soutien plus ou moins affirmé des communautés religieuses sénégalaises

à la coalition « Benno Bokk Yakkar » pour ces élections législatives. Une coalition que dirige le premier ministre qui profite des passages dans les foyers religieux pour magnifier les « efforts de l'Etat en faveur de l'islam » et de ses représentants.

Dans cette optique de séduction de l'électorat mouride, à Touba, la capitale du mouridisme, la coalition au pouvoir a choisi un jeune leader issu de la famille du fondateur de la confrérie pour diriger sa liste, en la personne de Cheikh Abdoul Ahad Mbacké Gaindé Fatma.

Cet acteur important de la vie confrérique en charge de la communication et des affaires culturelles lors du plus grand évènement religieux d'Afrique de l'Ouest (Magal) aurait été choisi pour renverser la tendance dans la ville de Touba dont les habitants sembleraient très attachés à l'ancien président Abdoulaye Wade, comme le montrent les résultats de la présidentielle de 2012 et du dernier référendum constitutionnel.

D'ailleurs le résultat de Touba sera parmi les plus scrutés pour ces législatives avec un double défi pour le marabout-candidat : renverser la tendance en faveur du camp du pouvoir et garder intact sa respectabilité et sa légitimité à la tête des affaires confrériques, comme confie un jeune marabout.

Mais, le retour du « pape du sopi » au pays pour mener campagne en tant que tête de liste nationale de la « coalition gagnante Wattu Senegal » n'a pas laissé insensible les sénégalais.

Malgré le poids de l'âge, le président Wade a tenu à se recueillir dans les différents foyers religieux du pays afin de consolider ses liens avec les guides religieux des confréries. Son passage à Tivaouane auprès du Khalife général des Tidiane à qui il voulait présenter les condoléances suite à la disparition de Cheikh Ahmet Tidiane Sy Al-Maktoum a été marqué par de nombreux évènements peu anodins : les déclarations du nouveau Khalife mais aussi l'accueil dont il a fait l'objet à sa sortie d'audience de la part des habitants de la ville.

Mais, fidèle à sa ligne classique d'instrumentalisation politique de l'appartenance confrérique, au fil de ce qui constituait en même temps un pèlerinage, l'ancien président a tenté de faire vibrer la « fibre Mouride », en misant sur sa proximité spirituelle avec Touba et son Khalife. D'ailleurs, il s'est fendu d'une déclaration pour le moins expressive : *« Je suis mouride et je le revendiquerai partout où j'irai dans le monde. Je ne suis pas de ceux qui se disent mourides pour conquérir le pouvoir et qui prennent une autre voie, une fois élus. J'aurais aimé être remplacé par un mouride à la tête de ce pays, mais Dieu en a décidé autrement »*



Même bénéficiant, déjà, d'un ancrage significatif dans les communautés religieuses du pays pour y avoir exercé le pouvoir pendant douze ans, de telles déclarations de la part d'Abdoulaye Wade sont habituelles, comme c'était constamment le cas durant son magistère en tant que président de la République.

Mais, un fait nouveau est que pour ces élections législatives, plusieurs listes concurrentes dans la cité religieuse de Touba, ont à leur tête un petit-fils du fondateur du mouridisme avec beaucoup de débats sur la perception qu'en auront les disciples et proches de la confrérie. Les réseaux sociaux s'enflamment à ce sujet depuis le début de la campagne, entre protagonistes sur la pertinence de l'engagement des marabouts en politique au point de s'affronter sur ce terrain glissant loin des enseignements spirituels des fondateurs.

Si certains y voient une normalité dans le sens de s'investir pour la défense des « intérêts de la communauté et de la cité », comme le soutient Cheikh Abdoul Ahad Mbacké Gaindé Fatma, d'autres y compris un des fils du Khalife et une certaine intelligentsia mouride, regrettent, l'usage du religieux et de ses symboles pour des motivations politiques.

Concernant la coalition « Manko Taxawu Senegal », (S'unir au chevet du Sénégal), on peut noter la présence de Serigne Mansour Sy Djamil, le petit fils de Seydi El Hadji Malick Sy qui a choisi de rallier son mouvement « Bess dou Niak » -qui rappelle bien l'expression « grand soir » - à la coalition dirigée par Khalifa Sall. Son cas est représentatif du phénomène de confusion croissante mais volontaire et assumée entre la figure du guide religieux et celle de l'homme politique. Mais Serigne Mansour Sy Djamil, malgré certaines critiques émanant des adeptes de sa confrérie, a toujours été dans la même posture, étant connu depuis son séjour étudiant à Paris comme très proche des milieux de la gauche française et de la CGT, et fervent militant des causes africaines en son temps. L'usage de l'image du « bonnet carré », celui que portait son grand-père sur le bulletin de sa coalition lors des locales, notamment à Louga et dans le Walo (Nord) avait suscité moult critiques bien que le marabout ait toujours assumé une « conscience citoyenne » qui selon lui n'est pas séparable de celle « citoyenne ».

En outre, la coalition « Manko Taxawu Sénégal » pourra compter sur la force des liens qui unissent, aussi, ses leaders, Khalifa Sall, maire de Dakar, en prison et Idrissa Seck, ancien premier ministre, aux différentes communautés religieuses du Sénégal

de par leur histoire politique et personnelle. D'ailleurs, conscient du poids de la religion dans la société sénégalaise, Idrissa Seck avait tendance à convoquer les textes religieux pour illustrer ses discours politiques par des versets coraniques et la pratique s'est ensuite presque généralisée dans la classe politique.

Le champ théologico-politique d'un pays à l'origine « constitutionnellement laïc » comme le Sénégal n'est pas caractérisé par une séparation stricte des deux sphères, mais fonctionne plutôt comme une dialectique conjoncturellement conflictuelle, chacune se nourrit mutuellement de l'autre, l'instrumentalise, afin de servir ses intérêts immédiats et futurs. C'est une perpétuelle négociation du sens et des symboles.

En effet, la religion ne cesse de faire irruption de manière de plus en plus prononcée dans le champ politique sénégalais si bien que, pour se présenter dans ces batailles électorales, il faut d'abord se prévaloir d'une certaine proximité avec le pouvoir spirituel ; gage d'un respect des codes socioreligieux incorporés.

Cette situation qui peut paraître singulière ou propre au contexte sénégalais ou musulman se retrouve dans des sociétés dites sécularisées sous d'autres formes mais avec la même symbolique. Les appels du pied de François Fillon à l'électorat catholique comme le discours de Latran de Sarkozy le rappellent à plus d'un titre. La force des églises évangélistes aux Etats-Unis durant l'ère Bush ou au Burkina pendant la transition en sont des exemples parlants.

La laïcité à la sénégalaise se traduit, ainsi, finalement comme un outil de gouvernance sociale qui a pu garantir le vivre ensemble et la coexistence pacifique dans le respect mutuel sans impliquer nécessairement une confrontation entre Etat et religion. Est-ce cela la « sénégalité originelle de la laïcité » dont parle Maurice Dionne de l'UGB ? Ou bien les aspects encore flous d'un compromis dont la durabilité commence à interroger au regard des effets de la transnationalité et de la mondialisation du croire ? En quelque sorte, le Sénégal sera-t-il capable de perpétuer son modèle de cohésion sociale dû au fait que l'islam et la religion de manière générale n'y a jamais été un facteur de déstructuration mais de cohésion sociale ?

En tout cas, les rapports entre politique et religion à l'épreuve de la politisation des liens symboliques et spirituels sont beaucoup plus complexes qu'il n'y paraît et appellent à une constante relecture nourrie d'une prise en compte des réalités sociohistoriques du pays et du contexte sous-régional lourd de risques.

Toujours est-il que, dans l'histoire électorale dans ce pays à forte majorité musulmane, les partis se réclamant de courants islamiques, n'ont jamais dépassé les 3% malgré le très fin contournement de l'impossibilité constitutionnelle de fonder des formations politiques sur une base religieuse, ethnique, régionale etc.

Face à ces tendances en apparence contradictoires mais, néanmoins, intéressantes pour mieux saisir les évolutions du champ religieux sénégalais, il faudra être attentif, le 31 Juillet prochain, sur ce que pèseront, réellement, les formations en question.

Quoiqu'il en soit, ces phénomènes soulèvent une question dont la réponse ouvrira d'autres champs de réflexion sur le « modèle sénégalais » : dans l'isoler les sénégalais seront-ils disciples ou citoyens ou les deux de manière inséparable ?

Mais, on peut aussi légitimement se demander pour la prochaine législature, dans quelle mesure cette forte connotation religieuse des nouvelles entreprises politiques pèsera sur les débats sociétaux et politiques dans un pays devant faire face à de nombreux défis dont la tournure particulièrement violente que prennent désormais les compétitions politiques.

L'Observatoire en quelques lignes :

L'Observatoire des Radicalismes et conflits religieux en Afrique (ORCRA) est fondé en 2012 par Dr. Bakary Sambe en pleine crise malienne pour accompagner les Etats, les ONG et les organisations internationales dans la prise de décision, la conception et la mise en de politiques publiques efficaces. Abrisé au sein de Timbuktu Institute African Center for Peace Studies, l'Observatoire travaille selon une méthodologie lui permettant d'aller au-delà de la recherche fondamentale par notamment : l'élaboration de méthodologies et approches transdisciplinaires des questions sur le radicalisme religieux (sécurité, défense, diplomatie), mise en place d'outils de mesure et d'analyse de phénomènes de radicalisation dans les sociétés africaines contemporaines, la conduite de projets de recherche en collaboration avec d'autres institutions s'intéressant à ce phénomène. Il se positionne de ce fait comme le lieu de production de connaissances endogènes dans une démarche, à la fois, d'opérationnalisation des savoirs mais aussi de renforcement des capacités des acteurs étatiques comme des organisations internationales. Dans cette perspective, l'Observatoire produit de l'expertise mobilisable dans les stratégies et politiques gouvernementales, régionales et internationales et mène des actions de formation et de plaidoyer dans le domaine de la médiation et de la prévention de l'extrémisme violent.

Contact :

TIMBUKTU INSTITUTE AFRICAN CENTER FOR PEACE STUDIES
Observatoire des Radicalismes et Conflits religieux en Afrique (ORCRA)

VDN derrière OCHA – Sacré-Coeur 3 – BP 15177

CP 10700 Dakar Fann – SENEGAL

Tél : +221 77 869 84 90 – +221 77 897 12 42/ +221 33 827 34 91

Email : timbuktu.institute@gmail.com

Web Site : www.timbuktu-institute.org